

GROUPES DE L'OPPOSITION

OSER À FONTAINE

Changement de braquet au CCAS

Le budget du CCAS aura été un combat important de notre groupe politique ces derniers mois. Nous avons dénoncé la baisse des moyens, ce que les documents produits à cette époque attestent. Ça n'était pas une position dogmatique de notre part, les hypothèses retenues étaient quasiment celles d'un retour à la normale (hormis les 15 K€ d'Aide Sociale Facultative abondés fin 2020). Nous avons insisté sur la précarité et le besoin d'aide alimentaire, sur les difficultés de logement et les chiffres du chômage qui se sont aggravés, mais aussi sur les besoins liés à la santé physique et psychique au regard de la crise sanitaire. Nous avons demandé à ce que ces urgences se traduisent en aides concrètes d'ampleur, ce qu'aucune baisse de budget ne peut prévoir. Et...Rebondissement lors du dernier CA du CCAS ! Les orientations budgétaires ont évolué et insistent davantage sur les effets rebonds du COVID. Les chiffres intègrent désormais des excédents d'exploitation qui permettront d'affecter 130 K€ en dépenses imprévues. Nous serons attentifs à ce que ces moyens soient dédiés à des actions spécifiques auprès des fontainois.es au regard de la crise sanitaire que nous traversons. Nos alertes répétées ont été entendues et les orientations 2021 du CCAS sont désormais plus engagées. Même si la majorité municipale nous explique aujourd'hui que tout était anticipé, à aucun moment ils n'ont soutenu nos propos ou ne nous ont rassuré. Il reste cependant d'autres urgences comme la situation des étudiant.e.s qui ont terriblement besoin d'aide. La priorité du CCAS est donnée aux aîné.e.s mais n'oublions pour autant les nouvelles générations, ils.elles sont notre avenir ! L'inscription des centres sociaux dans la transition écologique pour les relier aux questions de justice sociale et l'accompagnement au numérique sont essentiels, ils sont désormais inscrits au budget depuis nos interventions. Notre combat pour les fontainois.es n'aura pas été vain.

Sophie Romera (LFI) - Présidente, Jérôme Dutroncy (PG), Camille Montmasson (EELV)

FONTAINE, NOTRE PLANÈTE COMMUNE, ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

Une inquiétude grandissante au fil des mois

Des questions sans réponses, des interrogations sans explications, des décisions sans concertation. Lors du dernier conseil municipal, l'association de chasse de Fontaine s'est vue retirer le droit de chasser sur les parcelles communales du bois des Vouillands. Notre groupe est intervenu, non pas pour remettre en question le projet de la Ville d'y installer un centre de loisirs, mais pour remettre en cause la brutalité de cette décision et le peu de considération vis à vis des responsables de l'association, reçus par la Ville 5 heures avant le Conseil. À plusieurs reprises nous avons questionné le maire sur la nature des investissements dans le cadre de la mise en place du PPI. A ce jour, pas de réponse précise sur :

- La réalisation du terrain d'entraînement de rugby sur le site Pierre de Coubertin prévue par l'ancienne municipalité, dont les crédits ont été supprimés sur le budget 2020 et non-inscrits sur le BP 2021.
- La réhabilitation du terrain de football Robespierre en terrain synthétique suite à la disparition de celui de Marcel Cachin dans le cadre des travaux d'aménagements du parc Jean Moulin (décidés par l'ancienne équipe municipale).

Depuis des années, le mouvement sportif, en liaison avec le service des sports et les élus aux Sports et à la Vie associative avait mis en place une méthode de travail qui permettait d'échanger, de faire des propositions consensuelles, afin de présenter au Conseil Municipal, pour décision, des propositions de répartitions des subventions aux sociétés sportives. A partir de cette année, la Ville traitera seule les demandes de subventions. Il est très dommageable de ne plus s'appuyer sur l'intelligence collective et la responsabilité des acteurs du sport, et de privilégier les critères, les indicateurs comptables et technocratiques traités par informatique. Est-ce ceci la véritable démocratie participative ? En ces périodes de crise sanitaire et de difficultés sociales, nos responsables associatifs auraient besoin d'un peu plus de considération.

Jean-Paul Trovero (PC) - Président, Amélie Amore (PS), Raymond Souillet (société civile)